

Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 5 - février 2009

Succès du 29 janvier : quelles suites ?, p. 1.

Obama et Cuba, p. 3.

Revue de presse, p. 4.

Succès du 29 janvier : quelles suites ?

La journée de grève et de manifestations du 29 janvier 2009 a été une réussite, bien au delà des prévisions. Il s'agissait d'exiger la fin des licenciements et des autres suppressions de postes, la hausse des salaires, la défense du service public, et le retrait des contre-réformes du gouvernement.

Deux millions et demi de manifestants ont fait du 29 janvier un succès massif et populaire, qui montre que les travailleurs, chômeurs, et étudiants, se sont saisis de cette journée unitaire de mobilisation pour tenter de changer la situation, en allant à l'encontre des politiques du gouvernement et du patronat. C'est ainsi qu'on a vu dans les manifestations des pancartes « Sarkozy démission », ou encore le désormais fameux « Casse-toi pauvre con » retourné à Sarkozy, qui, au delà de l'humour, signifie au fond : casse-toi du pouvoir.



Pour les classes dirigeantes, la crise actuelle est arrivée comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Mais pour de nombreux travailleurs - précarisés, sous-payés, pressurisés - la situation avant la crise était déjà mauvaise, et la crise ne fait que l'aggraver encore plus¹.

Il y a incontestablement urgence.

D'ailleurs, des mobilisations se poursuivent et se développent, secteur par secteur. Le 10 février, les manifestations de l'enseignement supérieur ont rassemblé 100.000 professeurs et étudiants, pour le retrait des réformes actuelles et pour plus de postes et de moyens. La mobilisation s'est cristallisée autour d'un projet de modification du statut des enseignants-chercheurs, mais la grève porte également d'autres revendications : outre le retrait du projet Pécresse, c'est aussi contre les réformes LRU, et parfois aussi LMD-ECTS, que la lutte se poursuit.

¹Voir par exemple : « La société du chômage de masse », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008.

La logique des réformes en cours depuis plusieurs années conduit à instaurer des « PDG d'université ». C'est un élément d'une logique d'ensemble qui consiste à casser les facs en tant que services publics, et à les gérer comme des entreprises - pour progressivement les transformer en entreprises. Il ne faut en effet pas oublier que, là comme ailleurs, la tendance à la privatisation se poursuit, alors même qu'elle a reçu un désaveu cinglant avec la crise actuelle. D'autre part, on retrouve à l'université les mêmes problèmes qu'ailleurs : précarisation, suppression de postes, sous-financement... On voit que la convergence entre les différents secteurs n'est pas difficile à envisager.

Autre secteur en pointe : les grèves générales en cours à la Guadeloupe et à la Martinique, qui font face au mépris du gouvernement. Si la force de la mobilisation (grève et manifestations) a permis des avancées, comme la baisse des prix sur certains produits de première nécessité, le gouvernement et le patronat refusent toujours les augmentations de salaires - la revendication est en Guadeloupe de 200 euros nets en plus par mois pour les bas salaires.

Mais plutôt que de répondre à l'élémentaire revendication de hausse des salaires, le gouvernement préfère envoyer en Martinique... deux escadrons supplémentaires de gendarmes mobiles.

Etant donné cette situation, on doit déplorer que les directions syndicales se soient laissées endormir par l'intervention télévisée de Sarkozy du 5 février : la date qu'ils ont décidé pour une nouvelle journée de mobilisation - le 19 mars - est beaucoup trop tardive. De plus, il semble évident au vu de son discours et de celui du MEDEF que rien de décisif en faveur des salariés ne pourra sortir de la réunion du 18 février. Pourquoi alors attendre l'inévitable constat d'échec de cette rencontre avant de décider clairement d'un appel à la grève pour le 19 mars ? A ce niveau, la « modération » et l'attentisme des directions syndicales ressemblent fort à de l'irresponsabilité.

Lors de son show du 5 février, Sarkozy n'a manifestement pas répondu aux revendications des manifestants du 29 janvier : aucune des contre-réformes n'a été retirée, aucune augmentation du SMIC et des minimas sociaux n'a été décidée, et comme l'ont dit les syndicats de la fonction publique dans une déclaration du 11 février : « aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte »².

Pire, Sarkozy poursuit la logique des attaques continues contre les services publics. Il veut poursuivre les 30.000 suppressions de postes dans la fonction publique pour l'année 2009, et annonce que des dizaines de milliers d'emploi vont continuer à être détruits chaque année par l'Etat. Sa justification vaut le détour : il annonce qu'avec ces suppressions de postes par non-remplacement de la moitié des fonctionnaires partant en retraite, il y aurait en 2012 le « même nombre de fonctionnaires qu'en 1992 ». Il n'y a vraiment que Sarkozy pour faire semblant d'ignorer que la population a augmenté depuis 1992 de 7 millions, et que cette croissance démographique va sans nul doute se poursuivre d'ici à 2012 ! La comparaison avec 1992 est donc d'une malhonnêteté évidente.

Les multiples mensonges qu'il a enchaîné lors de son intervention du 5 février lui servent à couvrir une politique qui est menée au bénéfice des privilégiés, et au détriment de la majorité (salariés, chômeurs, jeunes...).

Face à l'intransigeance gouvernementale, la coordination nationale de l'enseignement supérieur du 11 février a appelé à l'extension du mouvement à l'ensemble de l'éducation. C'est un début vers l'unité, qu'il faudra étendre. Le succès des manifestations du 29 janvier a montré le large rejet de la politique menée par Sarkozy. Or, il refuse de revenir sur ses contre-réformes et de « changer de cap ». La conclusion réaliste et pragmatique de ces faits, c'est qu'il faut une mobilisation forte, unitaire, et qui ne se limite pas à des journées d'action isolées.

Les travailleurs de Guadeloupe ont montré la voie : unité et grève générale. C'est cela qu'il faut réaliser, et si malgré ça le gouvernement persistait toujours à opposer un mur face aux revendications majoritaires, il faudrait clairement un approfondissement de la lutte pour vaincre ce pouvoir, c'est-à-dire le faire partir.

²Le texte complet : <http://solidaires.org/article23608.html>

Il ne faut toutefois pas se leurrer : Sarkozy n'est pas responsable de toutes les régressions actuelles, son départ ne résoudrait pas tous les problèmes. C'est au système qui permet à Sarkozy d'agir de la sorte qu'il faut s'en prendre, en particulier au manque de démocratie.

Au delà, les travailleurs du monde sont actuellement victimes de la même crise, qui est une crise du système. Le problème est bien le système capitaliste en lui-même, plutôt que tel ou tel de ses rouages. Face à la crise mondiale d'un système mondial, il faut une riposte mondiale des travailleurs, permettant d'aller d'un système hiérarchique et capitaliste vers une société démocratique et socialiste.

* * *

Obama et Cuba

Le nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, a annoncé qu'il allait fermer le camp d'enfermement de Guantanamo, sans pour autant - pour le moment - donner une date précise. C'est évidemment nécessaire, les tortures et les conditions inhumaines de détention rendant indispensable la fermeture de ce camp.

Mais il faut qu'Obama aille nettement plus loin. D'une part les responsables des violations des droits de l'homme à Guantanamo doivent être jugés. Ensuite, il doit procéder à la rétrocession de cette enclave à Cuba. Obama a également à décider la levée intégrale de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba, qui aggrave les conditions de vie des travailleurs sans affecter celles des dirigeants.

Evidemment, mettre l'accent sur ces nécessités ne doit pas empêcher la critique du régime cubain du point de vue des travailleurs.

Pour cela, il faut commencer par faire un détour historique. Peu après le renversement du dictateur Batista en 1959, Castro, confronté à l'hostilité d'un impérialisme tout proche (les USA), se plaça - en partie poussé par les circonstances - sous la protection de l'impérialisme concurrent : l'URSS³. Il en adopta alors une partie du fonctionnement et du mécanisme de propagande. Ainsi, depuis 50 ans Cuba est resté une société divisée en classes sociales, et n'a aucun rapport (même lointain) avec le socialisme.

Depuis la disparition du « grand frère », Cuba a conservé pour l'essentiel la même économie capitaliste d'Etat⁴, mais sa situation économique a empiré. Le régime castriste est à la recherche de nouveaux débouchés. D'où la possibilité d'une détente avec les USA, à la faveur de l'arrivée d'Obama au pouvoir. S'il s'agit de faire stopper l'embargo des Etats-Unis, on ne peut que s'en réjouir. Mais ne nous y trompons pas : l'intérêt des travailleurs de Cuba n'est ni dans le statu-quo, ni dans le retour dans le giron des USA avec adoption de son « modèle ».

Il faut naturellement en finir avec la dictature : il s'agit de remplacer le règne du Parti unique par la démocratie directe, par le pouvoir aux travailleurs.

Les avancées cubaines en matière d'éducation et de santé doivent évidemment être conservées. Par contre, la sur-exploitation, avec par exemple le recours au salaire aux pièces, doit cesser⁵. - puis, dans le cadre d'un changement mondial de société, ce sont toutes les formes d'exploitation qui devront cesser.

³ C'est ce que notait le groupe Socialisme ou Barbarie dès 1963 : « l'aide fournie par les Russes s'est révélée crûment sous son vrai jour. Elle est apparue comme de même nature en profondeur que l'aide américaine, c'est-à-dire comme un des éléments de la lutte impérialiste qui oppose les deux blocs. » (« La crise cubaine », *Socialisme ou Barbarie* n° 34, mars-mai 1963, p. 82).

⁴ Une des premières analyses marxistes montrant que le régime castriste a instauré un capitalisme d'Etat : Boris Goldenberg, « Bemerkungen zum Charakter der kubanischen Revolution », *Gewerkschaftlichen Monatsheften*, août 1960, en particulier pp. 462-463. Une autre critique du stalinisme cubain : Charles Reeve, « Prisons et société à Cuba », *Spartacus* n° 6, juin-juillet 1977, pp. 13-15.

⁵ Sur le salaire aux pièces, cf : Karl Marx, *Le Capital*, section VI, chapitre XXI.

Le plus souhaitable serait une révolution sociale contre l'exploitation et la dictature, contre le pouvoir de l'armée, contre toute domination impérialiste. Les travailleurs de Cuba, comme tous ceux du monde entier, ne peuvent pas attendre leur émancipation d'un gouvernement quel qu'il soit. Seule la lutte autonome des travailleurs contre le régime peut permettre la fin de la dictature capitaliste d'Etat et son remplacement par la démocratie réelle et une organisation sociale plus juste.

* * *

Revue de presse

* *L'Humanité* n° 19.987 (15 janvier 2009), publie des extraits d'un article de Rosa Luxemburg inédit en français. Il s'agit d'un article sur la France révolutionnaire en 1793, paru en polonais dans la *Sprawa Robotnicza* en juillet 1893, et signé d'un pseudonyme. Il est difficile d'appréhender réellement ce texte, puisque la traduction n'est pas complète : le texte est coupé plusieurs fois, le contenu omis étant parfois résumé d'une courte phrase, et ce à pas moins de huit reprises ! Nous espérons que l'article sera intégralement traduit, et l'on pourra voir alors la place qu'occupe ce texte écrit par Rosa Luxemburg à 22 ans.

Citons cet extrait de la conclusion de l'article de Luxemburg : « *la victoire du prolétariat signifie le triomphe du socialisme, le triomphe de l'égalité et de la liberté de tous. Cette égalité économique, qui était il y a un siècle le grand rêve de quelques idéalistes, prend aujourd'hui forme dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement social-démocrate. La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » n'était à l'époque de la grande Révolution française qu'un slogan de parade dans la bouche de la bourgeoisie, et un faible soupir dans la bouche du peuple - ce mot d'ordre est aujourd'hui le cri de guerre menaçant d'une armée de plusieurs millions de travailleurs. Le jour approche où il prendra corps et deviendra réalité.* »⁶

* Dans *Le Plan B* n° 16 (décembre 2008 – janvier 2009), pages 10-11, un florilège de déclarations de « penseurs » médiatiques et auto-proclamés : la comparaison entre les discours tenus par les mêmes avant la crise et après la crise, montre que ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. Après le sermon « vive le marché contre les archaïsmes », les voilà aujourd'hui qui pourfendent le « tout marché » et l'irresponsabilité des acteurs (sauf eux, naturellement). Ils disent l'inverse de ce qu'ils professaient la veille, toujours avec la même morgue, et sans la moindre amende honorable.

Une preuve éclatante que les « penseurs » de l'idéologie dominante n'ont d'« esprit critique » que pour s'attaquer à l'idéologie dominante précédente, dont les classes dirigeantes n'ont plus l'utilité, et qu'ils ont eux-mêmes défendu quand elle était encore en vigueur.

Critique Sociale n° 5, février 2009

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroups.fr

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity /
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität /
Democrazia - Libertà - Uguaglianza – Solidarietà / Demokrácia – Szabadság – Egyenlőség - Osszetartás*

⁶ Page 19 (nous avons corrigé la faute de frappe qui se trouve dans le quotidien). Sur Rosa Luxemburg, voir notre n° 4 de janvier 2009, numéro qui lui est entièrement consacré.